

L'Europe reste cramponnée à des doctrines de concurrence absolue qui l'affaiblissent.

[Jean-Marie Cavada](#) est président de l'institut [IDFrights](#). Cet entretien a été publié le 18 février 2022.

L'Europe reste cramponnée à des doctrines de concurrence absolue qui l'affaiblissent. sans doute une vieille culpabilité un peu freudienne de l'époque où les états régissaient en direct l'économie, dont ils possédaient largement les entreprises vitales."

1/ Pouvez-vous nous expliquer ce qui se joue à travers le sujet des droits voisins, ce que vous avez obtenu en la matière, et ce qui reste à changer pour rétablir la justice ?

L'enjeu du Droit Voisin, devenu un principe juridique incontournable en Europe, repose sur une doctrine et un instrument. La doctrine, c'est que tout fournisseur dans le commerce (et les plateformes sont des commerçants) doit être payé au juste prix qu'il fixe lui-même à ses clients : c'est le contraire, puisque dans les hologrammes de négociations actuellement abouties mais à quel prix, ou en cours, le client acheteur de contenus est si puissant selon lui, qu'il impose ses prix et ses règles d'achat. Au nez et à la barbe de la loi, l'instrument bafoué, que beaucoup de vendeurs de contenus sont trop dispersés et trop faibles pour faire vraiment respecter. **Une « position dominante » qui tord le bras des producteurs de contenus, notamment les entreprises de presse malmenées depuis plus de quinze ans. Ceci doit cesser.** Car on ne parle pas d'un commerce de nouilles ou de chiffes, mais de la presse, seul fournisseur d'information nécessaires au respect des citoyens qui doivent connaître la diversité des faits ou des opinions pour choisir leurs positions. Autant

dire qu'il s'agit de ne pas laisser saper par des rapports de force imposés par des monopoles capitalistiques effrénés, les fondements de la maison Démocratie. Et son toit, la République. C'est pourquoi les gouvernements doivent maintenant mobiliser les services de l'Etat pour faire respecter totalement les lois votées par les Parlements (européen en avril 2019, français en juillet de la même année).

2/ Que vous inspire le fait que l'AFP ait accepté d'être financée par Google dans sa lutte contre les fake news ?

Le fait qu'une agence de presse française, numéro 2 mondiale, plutôt fragile capitalistiquement parlant face à sa concurrente, trouve un nouveau débouché d'activité en phase avec les besoins d'une plateforme de communication d'infos au public me va bien. Je dirais même bonne nouvelle, sous réserve de comprendre les rapports de force financiers du contrat en question. Mais je n'imagine pas Fabrice Fries et son équipe perdre de l'argent en fournissant un service dont son client a un terrible besoin, vu la position d'irresponsabilité à laquelle, pour des raisons de business, ils préfèrent se cantonner. La réputation de sérieux de l'AFP est fondée depuis longtemps. L'agence se place en acteur de la vérification de l'exactitude de l'information, les plateformes en ont bien besoin !

3/ Le mot qui vous vient spontanément à l'esprit quand vous regardez notre monde de solutions, numérisé jusqu'aux entrailles : salvifique ou prométhéen ?

C'est Sisyphe : la technologie va tellement vite que les régulations courent derrière les innovations. **Sans cesse, il faut remonter le rocher, le respect de l'HUMAIN au sommet de la montagne.** C'est la première fois dans l'histoire de l'humanité, que l'Homme a conçu un outil que ses exploitants veulent faire passer au rang d'égal à l'Homme, lui construisant des fonctions qui s'imposent à l'humanité, et la

conditionnent.

4/ Face à la presse professionnelle, on n'évoque jamais Internet en général et les réseaux sociaux en particulier que pour dire d'eux pis que pendre. Que pense l'ancien journaliste de leur contribution à la quête de justice et à la poursuite de la vérité ? Les lanceurs d'alerte forment-ils aujourd'hui le "5ème pouvoir" ?

Je n'arrive pas à faire de distinction réelle entre la presse professionnelle et les autres types de presse. Elle a sa place, sa noblesse, sa fonction d'utilité profonde. Quand j'étais adolescent, la famille qui m'a élevé gérait pour un propriétaire un petit hôtel. Ils recevaient régulièrement une publication professionnelle hôtelière. Dans la petite ville vosgienne où ils exerçaient, ils lisaient soigneusement, appliquaient les lois, décrets, nouveautés transmises par cette presse.

5/ L'Union européenne veut donner l'image d'un marché ouvert, ce dont nos concurrents, qui conjuguent ouverture et protection, ne manquent pas de tirer parti. Faites-vous à ce sujet une différence entre autarcie et protectionnisme, comme nous y invite Jacques Sapir dans un récent Que sais-je ? (Le Protectionnisme)

Ah cette adoration des combats de concepts ! Il y a des siècles que le commerce mondial existe, et que les échanges s'organisent ou se murent, selon les époques politiques.

La réalité est que nous Européens, avons besoin, comme les Etats-Unis et la Chine, de portes ouvertes sur les échanges dont notre consommation de matières premières, de produits manufacturés, et même de services ou de biens de consommation ne sauraient se passer. Mais il y a la doctrine, et sa méthode, là où le bât blesse pour nous, membres de l'UE, les derniers perméables à l'école des « Reaganomics ». **L'Europe reste cramponnée à des doctrines de concurrence absolue qui**

l'affaiblissent. Sans doute une vieille culpabilité un peu freudienne de l'époque où les États régissaient en direct l'économie, dont ils possédaient largement les entreprises vitales. Depuis trente ans, notre curseur est parti à l'autre extrême. Que fait donc Washington ? Son bras gauche soutient ses industries par des commandes d'Etat déguisées ou non, et s'appuie sur une scandaleuse extraterritorialité juridique qui s'étend partout où règnent à travers le monde, le dollar ou les technologies américaines soumises à la rigueur invasive du Digital Cloud Act, le fameux DCA. Une arme, comme l'autre ! Et à sa manière, Pékin a placé ses pions dans les matières premières mondiales, est devenue l'usine du monde, et a créé une nouvelle armée rouge : les BATX, qui aimeraient tellement sortir d'Asie plus facilement.

Alors le protectionnisme est nécessaire pour endiguer les excès de la mondialisation. Voilà les faits. Ils me suffisent.

6/ Extrémisme, complotisme, fakenews... On pourrait croire que ces anathèmes illustrent exclusivement notre attachement à la confiance et à la vérité. Mais peut-on y voir aussi des artifices dialectiques permettant de jeter assez facilement le discrédit sur des points de vue opposés et mettre un terme bien hermétique à la "disputatio" ? Qui ne se rappelle le fait que l'Encyclopédie soviétique désignait ainsi le Général de Gaulle "Général fasciste" ?

Ces mots sont portés par l'invective ou la colère. Mais ils désignent d'abord des réalités, des substantifs ou adjectifs décrivant des actes. Les démocraties semblent souvent fatiguées du bonheur, de la paix, de la prospérité, aussi cruellement imparfaits qu'elles soient. Les uns se créent des fonds de commerce en les maniant, en revendiquant ce droit d'auteur. D'autres agissent contre ces dangers terribles. Car l'extrémisme existe, le négationnisme prospère, et le navire de la démocratie tangue dangereusement. Ce n'est pas un fantasme : **qui aurait pu imaginer qu'aux Etats-Unis, une horde bien organisée et complaisamment orchestrée par des réseaux «**

sociaux », aurait conduit à l'invasion, le saccage, du **Parlement fédéral de cette démocratie**, le 6 janvier 21 ? Le poids des mots, le choc des complots !

7/ Y a-t-il des entreprises françaises dont vous vous sentez proche et fier ?

D'une façon générale, j'ai toujours frotté mes acquis intellectuels aux réalités. Celles du monde des entreprises n'y échappent pas. D'autant que j'en ai fondées, ou dirigées, dans le public mais aussi le privé. Les citer m'est impossible.

8/ Dans le combat à mains nues contre les GAFAM, est-ce qu'une force de frappe boursière n'est pas une idée à considérer ? L'actualité récente a montré l'impact phénoménal de l'actualité sur le cours boursier des big tech. Ce sont là des mouvements qui pourraient être amplifiés volontairement à des fins défensives.

S'agissant des Gafam, ou des BATX bientôt, les choses doivent être claires. Elles ne sont tolérables que si elles aident l'humanité, donc les femmes, hommes, enfants, à connaître mieux et plus, à vivre plus confortablement ou facilement, à libérer du temps peut-être, à fournir une matière organisée à la recherche, et peut-être à créer à notre usage un monde qui nous fera progresser. Le destin de l'Homme n'est pas de devenir l'esclave de la machine, ce qu'il ne faut pas tolérer. Ni de la laisser détruire nos efforts de civilisation. La menace ne vient pas de la machine en elle-même d'ailleurs, mais de ce qui en est fait. Par qui ?

Par nous-mêmes d'abord, qui avons aveuglément placé en ces outils un amour d'utilisateurs aveugles et insatiables. Au point de tout livrer de nous ou presque, alors que tout ce qui est humain est incessible. Apprenons à développer la défiance en même temps que la confiance.

Mais surtout par la voracité financière, la gloutonnerie

entrepreneuriale, l'arrogance monopolistique d'hypersensibilité qui s'accaparent progressivement tous les métiers. Le créateur américain de la loi antitrust savait ce qu'il faisait, et disait : « les monopoles sont incompatibles avec l'idée de démocratie »

Alors il faut organiser la normalisation de ces géants que le succès talentueusement acquis, a rendu prédateurs. Par la fin des monopoles, et en effet, par l'affaiblissement boursier. Lors du scandale « Cambridge Analytica », Facebook a plongé sévèrement en Bourse et perdu plusieurs dizaines de millions de comptes. Et le carburant de la bourse, ce sont deux choses : l'innovation créatrice de richesse, et la confiance des utilisateurs. La confiance, ça se mérite, et le compte n'y est plus!

9/ Vous avez eu maille à partir avec des lobbies. Que valent au juste nos suffrages face au formidable pouvoir de torsion dont jouissent les missi dominici des affaires publiques ?

il n' a pas de rapport entre l'évidente nécessité de voter, et l'attaque proférée par les lobbys qui ne visent qu'à défendre leur toujours « plus d'argent ». Mais dans la préparation de cette loi, les attaques ont été d'une violence inouïe : campagnes de désinformation, emploi de grands moyens publicitaires, **attaque par intrusion de 7.000 mails en une seule nuit de nos ordinateurs**, dont beaucoup se sont trouvés carbonisés, menaces voilées, entre autres... Le courage politique est la seule arme contre ses actions violentes.

Et ce courage politique, c'est l'électeur qui nous l'impulse.

10/ Est-ce que la posture d'arbitre ou de législateur, souvent adoptée par l'Union européenne, n'exprime pas aussi une crainte d'entrer dans l'arène comme compétiteur ?

Si vous voulez souligner par là le retard enregistré par les entreprises du numérique en Europe, vous avez raison. De longues années sont à rattraper, moins d'ailleurs en matière

de capacités scientifiques, techniques ou technologiques, et encore moins humaines, qu'en capacité de faire décoller à un niveau mondial des entreprises de référence. Il en existe en France comme dans plusieurs autres des 27 de l'Union européenne, mais rares sont celles qui peuvent mener dans un métier tech ou un autre, la compétition. Pour l'instant.

Mais si vous sous-entendez le travail de régulation auquel tentent de se livrer les Etats-membres ou les institutions européennes, non ! **Le marché européen doit être respecté par tous les opérateurs qui prétendent y exercer : européens comme extra-européens.** Et pour cause : à bien des égards, les Gafam se comportent en terrain conquis. Qu'il s'agisse des règles de concurrence, devant la multiplication des métiers qu'ils rachètent, du respect des consommateurs tenus captifs, des impôts insolemment contournés, et j'en oublie, des règles s'imposent. Y compris à propos du périmètre de ces géants monopolistiques.

Je pourrais en dire autant sur la nécessité de régulation des contenus, jusqu'ici un méchant far-west où des réseaux gagnent d'autant plus d'argent que le robinet à invectives, menaces, fausses nouvelles, harcèlement, est ouvert. Est-ce ce que nous voulons en utilisant nos machines ? Non : tout ce qui est interdit dans la vie réelle doit le devenir dans la vie virtuelle. Aucune de ces régulations n'empêchera l'innovation. **L'absence de régulation détruira la souveraineté économique de l'Europe, et nos démocraties.**